



CGFP

fonction publique

numéro 5, février 2013

paraît 4 fois par an
2^{ème} année

compact

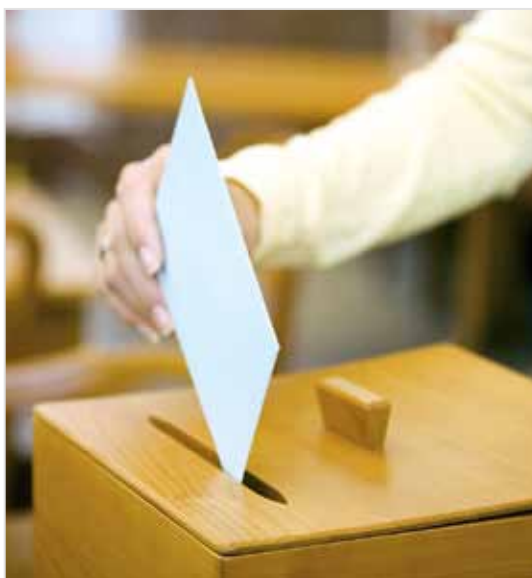
Accès au droit de vote pour étrangers

Pourquoi chercher midi à quatorze heures?

À la table ronde du 29 janvier dans le cadre de la campagne «*Making Luxembourg*», le Président de la Chambre des fonctionnaires et employés publics a exposé le point de vue de la CGFP en matière de droit de vote pour étrangers, que nous publions dans la suite.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il faut d'abord clarifier un certain nombre de faits. Proclamer, comme le font la plupart des médias, que la CGFP est radicalement contre le droit de vote pour les étrangers n'est pas seulement une simplification excessive et une distorsion de sa position beaucoup plus nuancée, mais est tout simplement faux. La CGFP est pour l'accès au droit de vote des étrangers résidents s'ils remplissent les conditions requises pour obtenir la nationalité luxembourgeoise d'après la loi sur la double nationalité de 2008. La CGFP, l'un des trois grands syndicats représentatifs au niveau national, a toujours poursuivi dans son action un triple objectif: la défense des intérêts moraux et matériels de ses membres et de la Fonction publique en général, la cause majeure de l'État national envers lequel elle a une relation directe spéciale et last but not least le bon fonctionnement de la société plurilingue et cosmopolite dans laquelle nous vivons, clef de voûte du bien-être et de la prospérité de notre pays.

Le problème du droit de vote pour étrangers ne se pose pas seulement au Grand-Duché mais également dans nos pays voisins, dont la population étrangère est de loin moins importante que chez nous. Au Luxembourg, les étrangers résidents représentent 43% de la population au niveau national, plus



de 60% dans la capitale et ensemble avec les presque 160.000 frontaliers, plus de 2/3 de la population active. Ils ont un poids décisif dans notre vie économique. La coexistence socio-économique entre Luxembourgeois et non-Luxembourgeois jusqu'à présent du moins se déroule harmonieusement, sans incidents ni réactions xénophobes comme cela arrive chez nos voisins. Ceux-ci procèdent dans le dossier du droit de vote pour étrangers à tous les niveaux avec une grande prudence et sans précipitation aucune, et nous serions bien inspirés, vu les dimensions du problème chez nous, de prendre exemple sur eux et de ne pas faire coûte que coûte cavalier seul. D'ailleurs, une solution européenne, comme cela s'est fait au niveau des élections communales et européennes, tenant compte des situations

nationales particulières, est sans doute préférable.

À l'heure actuelle, il n'y a aucune pression de l'extérieur, c'est-à-dire de l'Union Européenne, pour nous pousser à aller plus loin. Toute cette agitation à propos du droit de vote pour étrangers est faite maison, non pas par les étrangers eux-mêmes mais par des milieux luxembourgeois. La très faible participation des étrangers résidents aux dernières élections communales montre clairement que cela ne les intéresse pas en priorité. S'ils travaillent et habitent dans le pays, c'est essentiellement parce qu'ils ont trouvé un emploi mieux rémunéré que dans leur pays d'origine, et la même motivation parfaitement honorable joue également pour le nombre des frontaliers en augmentation constante. Ce qui est vrai pour les salariés

étrangers l'est aussi pour les chefs d'entreprise qui viennent s'installer chez nous, car financièrement ils gagnent plus chez nous que chez eux. Que notre économie nationale en profite, pour le plus grand bien de tout le monde, c'est évident, mais il n'en découle pas automatiquement l'obligation de leur donner en plus, sans autre contrepartie, le droit de voter pour mettre fin à un prétendu «*déficit démocratique*», c'est autre chose et c'est aller un peu vite en besogne.

L'argument majeur des partisans férus du droit de vote pour étrangers, à savoir que sans eux notre économie s'écroulerait comme un château de cartes, n'est certes pas faux mais il doit être complété par l'autre face de la médaille: dans ce cas, ils seraient

suite page 3...

PERIODIQUE



LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

Port payé
PS/700



L'évasion est proche

LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP

**OUVERT
LE SAMEDI MATIN**



LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h

Pourquoi chercher midi à quatorze heures?

vraisemblablement sans emploi et le taux de chômage dans les régions limitrophes de leur pays d'origine, déjà économiquement sinistrées, serait d'autant plus élevé.

La problématique soulevée par le sujet est capitale et touche les nerfs vitaux, existentiels, de notre pays. Malheureusement, les discussions à ce propos ne se font pas en toute sérénité et objectivité, mais ont d'ores et déjà fourni l'occasion aux adversaires jurés et détracteurs invétérés de la Fonction publique d'en découdre avec elle en lançant contre elle une campagne médiatique de grande envergure, truffée souvent de clichés et de partis pris qui ne tiennent pas debout à y regarder de plus près, mais qui à force d'être répétés sans cesse finissent par faire impression sur l'opinion publique. Résultat: d'aucuns en profitent pour pêcher en eau trouble à l'approche des prochaines élections, le pays est divisé en deux camps adverses, et son image de marque internationale de stabilité et de paix sociale est égratignée alors que la plupart des pays de l'Union Européenne et de la zone Euro ne sont pas encore sortis de la crise et que nos partenaires européens ne nous font aucun cadeau, mais guettent au contraire nos moindres faiblesses.

Que d'aucuns veuillent par le vote des étrangers «casser l'influence disproportionnée des non-actifs et des salariés de la Fonction publique» et «diluer le poids de la Fonction publique au Luxembourg» relève de la Donquichotterie et fait penser à l'homme de la Mancha qui voulait se battre contre des ennemis imaginaires en attaquant des moulins à vent. La CGFP, idéologiquement neutre, indépendante et sans lien aucun avec les partis politiques, quels qu'ils soient, avec ses 28.000 membres, est certes un des trois syndicats nationaux représentatifs, mais elle laisse à ses membres une liberté politique complète et leurs sympathies ou allégeances se répartissent sur tous les partis politiques en lice. Lui attribuer une «influence disproportionnée ou un poids à diluer» relève de l'hallucination partisane. Qu'un pareil aveuglement soit utilisé comme argument pour exiger le droit de vote pour étrangers en dit long sur l'état d'esprit ambiant.

L'évolution démographique du pays, enregistrant un accroissement constant du nombre d'étrangers résidents, à court ou à moyen terme au plus tard aurait pu aboutir à une situation où les Luxembourgeois, de souche ou de date récente, seraient devenus une minorité face à une majorité de non-



nationaux. Une telle situation allait risquer d'engendrer des tensions entre les deux et de mettre en cause la survie du pays comme État national. La loi sur la double nationalité votée en 2008 semble avoir écarté provisoirement cette éventualité, en permettant aux étrangers résidents, déjà pleinement intégrés dans le milieu luxembourgeois, d'obtenir la nationalité luxembourgeoise en remplissant quelques conditions: linguistiques d'abord, avec la maîtrise relative des trois langues (luxembourgeois, allemand et français), ensuite connaissances élémentaires de l'histoire, des institutions et de la culture du pays, et enfin séjour de sept ou de cinq années éventuellement. Plus de 15.600 depuis 2008 ont opté pour cette voie et de ce fait possèdent les mêmes droits que les autres Luxembourgeois. C'est déjà un succès incontestable.

Comme déjà mentionné au début de ces pages, ceci est le point de vue de la CGFP sur la question du vote pour étrangers. Il s'agit d'encourager ceux qui veulent participer à la vie politique nationale: qu'ils remplissent les conditions requises par la loi pour obtenir la nationalité luxembourgeoise tout en gardant la leur d'origine. Sur ce point, le Luxembourg se trouve dans l'avant-garde des pays de l'Union Européenne.

La campagne en cours pour donner, pratiquement sans contrepartie, le droit de vote

aux étrangers résidents dans le pays touche aux fondements de notre État national.

Notre statut politique est celui d'un État national. Les Luxembourgeois sont peu nombreux certes, mais considèrent qu'ils sont une nation plus complexe à définir que d'autres, mais non moins réelle. Même si des recherches récentes de l'Université du Luxembourg en sont arrivées à analyser la nation comme «une fiction qui n'existe pas en dehors de l'esprit humain», nous ne partageons pas cette interprétation et nous suivons plutôt la ligne de l'historien Gilbert Trausch qui, au cours de ses publications depuis un quart de siècle, a retracé la naissance et l'évolution du Luxembourg, d'État à la Nation, cette dernière n'étant ni une fiction ni une vue de l'esprit mais une réalité à laquelle les Luxembourgeois, surtout depuis la Deuxième Guerre mondiale, restent fortement attachés et qu'ils ne sont pas prêts à brader. D'un autre côté, ils restent fidèles à leur traditionnelle ouverture d'esprit tous azimuts, c'est-à-dire aux étrangers en leur offrant non seulement un emploi mais aussi la possibilité, par le biais de la loi sur la double nationalité, de rejoindre leurs rangs à part entière et d'achever ainsi leur intégration complète, non seulement dans la société, mais aussi dans l'État luxembourgeois s'ils le désirent.

Emile Haag

Rückblick und Ausblick

Die CGFP lud zu ihrem traditionellen Neujahrsempfang

Der mittlerweile zum Jahresanfang schon zur Tradition gewordene Neujahrsempfang der CGFP bot CGFP-Nationalpräsident Emile Haag und CGFP-Generalsekretär Romain Wolff nicht nur Gelegenheit zu einem kurzen Rückblick auf das verflossene Jahr, sondern war ebenfalls ein günstiger Anlass, einen Ausblick auf die bevorstehenden Monate zu geben.

Was die im öffentlichen Dienst anstehenden Reformen betreffe, sei 2012 ein „eher turbulentes“ Jahr gewesen, hieß es. Erst nach langem Hin und Her hätten die Texte Mitte des Jahres in der Abgeordnetenkommission hinterlegt werden können. Und nun gelte es, die in dem Entwurf immer noch enthaltenen Abweichungen zum Verhandlungsergebnis schnellstmöglich aus der Welt zu räumen.

Wer auf das Jahr 2012 zurückblicke, komme nicht umhin, die im Dezember gestimmte Rentenreform zu erwähnen, die im Laufe des vergangenen Jahres gleich zwei Mal Anlass gewesen sei für Protestaktionen. Für die CGFP jedenfalls bleibe – neben anderen Kritikpunkten – die Aussetzung der Anpassung der Renten und Pensionen an die allgemeine Lohnentwicklung nach wie vor unverständlich und nicht vertretbar zugleich.

Nachdem die Entwürfe zu den im öffentlichen Dienst anstehenden Reformen im Jahre 2012 hinterlegt worden seien, deute alles darauf hin, dass die Texte nun im laufenden Jahr zur Abstimmung gebracht würden, urteilte



CGFP-Nationalpräsident Emile Haag, umgeben von CGFP-Generalsekretär Romain Wolff und CGFP-Vizepräsident Camille M. Weydert

Foto: Steve Heiliger

die CGFP-Führung und kündigte gleichzeitig eine für Anfang März mit den Ressortministern vorgesehene Unterredung an, in deren Mittelpunkt neben den Reformvorhaben auch die Umsetzung des Gehälterabkommens sowie die Einführung von Zeitsparkonten und einer Zusatzpension nach den Bestimmungen des zweiten Pfeilers stünden. Ein ganz besonderes Augenmerk werde dabei auch der unsäglichen Reform des „Fonds du Logement“ zukommen, welche die CGFP in ihrer jetzigen Fassung mit aller Entschlossenheit zurückweise (siehe Seite 5).

Schließlich warnte die CGFP-Spitze davor, die augenblickliche Lage immer wieder „schwarz malen“ zu wollen. Solche Äußerungen seien schlicht kontraproduktiv und

würden die Problematik eher noch verschärfen. Dass mittlerweile auch hohe Patronatsvertreter wie der Cactus-Chef oder der CEO des Bertelsmann-Konzerns zu dieser Einsicht gelangten, sei als durchaus positiv zu werten.

Dass die CGFP auch künftig zu ihrem europäischen Engagement stehe und dieses noch ausbauen wolle, davon zeuge allein schon die Tatsache, dass CGFP-Generalsekretär Romain Wolff seit geraumer Zeit den europäischen Dachverband CESI („Confédération Européenne des Syndicats Indépendants“), zu deren Gründungsmitglieder die CGFP zähle, präsidiere. Die in diesem Rahmen unternommenen Anstrengungen zielten in erster Linie auf ein noch sozialeres und bürgernäheres Europa ab.

s.h.

GRATIS!

CGFP - Website

www.cgfp.lu

Abonnieren Sie jetzt die CGFP-Newsletter

Immer topaktuell unter www.cgfp.lu

Wohnungsbaupolitik: CGFP gegen staatliche Mammut-Gesellschaft

Die Exekutive der Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP befasste sich in ihrer jüngsten Sitzung mit der unglaublichen Gesetzesvorlage des Ressortministers betreffend die Schaffung einer staatlichen Aktiengesellschaft, die den sozialen Wohnungsbau hierzulande als gewerbliche Tätigkeit betreiben soll.

Die CGFP weist die angestrebte Umwandlung des staatlichen „Fonds du Logement“ in eine privatrechtliche Aktiengesellschaft in aller Deutlichkeit zurück. Auf diese Weise könne weder dem Mangel an bezahlbarem Wohnraum entgegengewirkt noch ein besseres Gleichgewicht zwischen Angebot und Nachfrage im Bereich des sozialen Wohnungsbaus erreicht werden, begründet die CGFP ihre strikt ablehnende Haltung.

Die Gewerkschaft der öffentlichen Bediensteten vermisst in dem nun vorliegenden Entwurf insbesondere überzeugende Argumente, welche die Umwandlung der öffentlichen Einrichtung „Fonds du Logement“ in ein privatrechtliches Unternehmen rechtfertigen. Die Begründung einer größeren Autonomie und einer weitreichenderen Flexibilität, die immer wieder angeführt wird, wenn eine staatliche Verwaltung in eine öffentliche Einrichtung umgewandelt werden soll, wird nun bemüht, um eine bereits bestehende öffentliche Einrichtung in eine Aktiengesellschaft (S.A.) zu überführen, ist für die CGFP nicht nachvollziehbar.

Die eigentlichen Beweggründe für eine solche Entscheidung blieben jedenfalls schleierhaft, urteilt die CGFP. Anstatt eine neue – privatrechtliche – Struktur schaffen zu wollen, wäre der Sache wohl besser gedient, eine unabhängige Analyse der augenblicklichen Situation und der Fähigkeit des „Fonds du Logement“, den neuen Herausforderungen im Rahmen seiner jetzigen Strukturen zu begegnen, vorzunehmen. Auch stellt sich in diesem Zusammenhang die Frage, ob die derzeit bestehenden Probleme nicht vielmehr auf dem Unvermögen der politischen Führung und der Ausführungsorgane beruhen, die derzeitigen Möglichkeiten und Kompetenzen den wirklichen Gegebenheiten entsprechend auszuschöpfen. Wenn das zuständige Wohnungsbauministerium zur Auffassung gelangt, der Problematik beizukommen, indem es eine privatrechtliche Gesellschaft schaffe, ohne parallel dazu die interne Organisation zu optimieren, sei es nicht nur auf Irrwegen, sondern trage gleichzeitig auch noch dazu bei, die aktuelle missliche Lage weiter zu verschärfen. Mit Etikettenschwindel jedenfalls sei es in diesem Falle nicht getan, empört sich die CGFP.

Die CGFP erinnert daran, dass das Recht auf bezahlbaren Wohnraum Gegenstand



Foto: Steve Heiliger

zahlreicher internationaler Verträge und Vereinbarungen ist, die auch von Luxemburg ratifiziert wurden. Demzufolge sei der Luxemburger Staat gehalten, Antragstellern, die gegen ihren Willen bzw. aus finanziellen Ursachen keine angemessene Wohnung finden, finanziell unter die Arme zu greifen, ohne selbst in die Rolle eines privaten Promotors zu schlüpfen.

Wichtigste öffentliche Einrichtung zur Erschließung von Grundstücken und Verwirklichung von sozialen Mietwohnungen ist bislang der „Fonds du Logement“ gewesen, während sich die im Jahre 1919 gegründete „Société Nationale des Habitations à Bon Marché“ (SNHBM) insbesondere im Bau und Verkauf von staatlich subventionierten Wohnungen und Einfamilienhäusern spezialisiert hat. Beide Einrichtungen erfüllen vollauf aufgrund ihrer gesetzlichen Kompetenzen alle Voraussetzungen für ein erfolgreiches Wirken, ohne marktbeherrschende Ansprüche. Die gesetzlichen Rahmenbedingungen jedenfalls sind gegeben, dass beide Einrichtungen ihren Aufgaben zur vollsten Zufriedenheit gerecht werden können. Und wenn dies beim staatlichen „Fonds du Logement“ angeblich nicht mehr der Fall sein sollte, könne das nur durch eine Optimierung der internen Prozesse, nicht aber durch das

Schlucken der SNHBM im Zuge der Neugründung einer kommerziellen Gesellschaft wieder hergestellt werden.

Ungeachtet davon falle der Bau und Verkauf von Sozialwohnungen – laut vorliegendem Entwurf – künftig weder in den Zuständigkeitsbereich der neuzuschaffenden „Société Nationale de Développement Urbain“ (SNDU) noch in denjenigen der vorgesehenen „Fonds du Logement S.A. Nationale“ (FDL-N), zeigt sich die CGFP erstaunt. Auch sei die Haltung der anderen Teilhaber an der SNHBM wie diejenige des „Fonds de compensation“, der BCEE sowie der Städte Luxemburg, Esch/Alzette, Differdingen und Düdelingen über die Einbindung der SNHBM in die neuzuschaffende SNDU laut CGFP-Informationen überhaupt nicht eingeholt, geschweige denn berücksichtigt worden. Die CGFP kann sich demnach des Eindrucks nicht erwehren, dass die Übernahme der Kontrolle über die SNHBM der tatsächliche Beweggrund sei für die Schaffung der neuen Mammut-Gesellschaft.

Dass diese Gesellschaft nach vorliegendem Entwurf auch noch profitorientiert arbeiten soll und, wie es im Wortlaut heiße, „*maximiser le revenu de l'actionnaire*“, steht für die CGFP in krassem Widerspruch zur oben bereits erwähnten staatlichen Verpflichtung, erschwinglichen Wohnraum für alle Bevölkerungsschichten zu schaffen. Selbst im „*Exposé des motifs*“ der Gesetzesvorlage wird dieses unverständliche und daher für die CGFP nicht nachvollziehbare Prinzip noch untermauert, indem es heißt, dass die neuen Gesellschaften SNDU und FDL-N zum Ziel hätten, „*comme toute autre société commerciale (...) de procurer un bénéfice à leurs actionnaires.*“

Auch stelle sich heraus, dass sowohl die national repräsentativen Arbeitnehmervertretungen als auch die Berufskammern auf Seiten der Arbeitgeberschaft künftig bei strategisch wichtigen Entscheidungen, insbesondere auf Ebene der Kontrollinstanzen der SNDU, ausgeschlossen blieben – und das obwohl sie derzeit, auf Ebene des Direktionsrates des „Fonds du Logement“, in den Entscheidungsprozess eingebunden sind. Diese Tatsache erhärtet jedenfalls den Verdacht, dass sich die künftigen Entscheidungsträger jeglicher Auseinandersetzung mit den Sozialpartnern entziehen wollten.

In Anbetracht all dieser Bedenken kann die CGFP die nun beabsichtigte und fälschlicherweise unter dem Vorwand einer wirksameren Arbeitsweise ins Feld gerückte Privatisierung nur mit aller Entschlossenheit zurückweisen. Ihr eindringlicher Appell ergeht an die Regierungsinstanzen, auf dieses unnötige Reformvorhaben zu verzichten. **s.h.**

Hoffnung auf einen Neuanfang

CGFP gemeinsam mit Personalvertretung zum Antrittsgespräch beim neuen BCL-Generaldirektor

Bei ersten Gesprächen mit Vertretern der Berufsorganisation der Luxemburger Zentralbank bekannte sich der neue BCL-Generaldirektor Gaston Reinesch eindeutig zu einem konstruktiven Sozialdialog. Auch wenn die Ausgangspositionen nicht notgedrungen immer dieselben seien, gelte es, Lösungen im Konsens zu finden, sagte der neue BCL-Chef. An der Unterredung nahmen neben den Vorstandsmitgliedern der „Association du personnel de la Banque centrale“ (A-BCL) auch Vertreter des A-BCL-Dachverbandes CGFP und von deren europäischen Dachorganisation SCECBU teil.

Dass die Beziehungen zwischen Personalvertretung und Generaldirektion der Luxemburger Zentralbank in der Vergangenheit nicht die allerbesten waren, ist ein offenes Geheimnis. Ihren Höhepunkt hatten die Missstände innerhalb der Luxemburger Zentralbank im Dezember 2005 erreicht mit der Entlassung eines Personaldelegierten unter der Verantwortung des damaligen Generaldirektors. Viel Wirbel hatte es zu dieser Zeit auch gegeben um die Anerkennung der A-BCL als Personalvertretung, die erst mit einer Klage vor der Internationalen Arbeitskonferenz in Genf (OIT) erwirkt werden konnte.

Es erstaunt demnach nicht, dass A-BCL, CGFP und SCECBU nach dem Wechsel an der Spitze der Luxemburger Zentralbank nun auch auf einen Neuanfang in den Beziehungen zwi-



Foto: Steve Helligger

schen BCL-Führung und Personalvertretung hoffen. Die Voraussetzungen hierzu scheinen jedenfalls günstig: Mit Gaston Reinesch hat jemand die Führung der Luxemburger Zentralbank übernommen, der nach eigenen Angaben großen Wert auf einen vernünftigen Sozialdialog mit am Ende einem Nutzen für beide Seiten legt.

Für den Vorsitzenden der A-BCL, Claude Wies, könne der Sozialdialog innerhalb der Luxemburger Zentralbank sogar derart weit vorangetrieben werden, dass er Modellcharakter für alle anderen nationalen Zentralbanken haben könne, dies umso mehr, als die Strukturen der

BCL denjenigen der Europäischen Zentralbank in Frankfurt stark ähnelten. Die Tatsache, dass der neue BCL-Generaldirektor Gaston Reinesch knapp drei Wochen nach seiner offiziellen Amtsübernahme bereits zu persönlichen Gesprächen mit den Personalvertretern bereit war, wurde dann auch als „äußerst positiv“ gewertet.

CGFP und SCECBU knüpften den Wechsel an der Spitze der Luxemburger Zentralbank ebenfalls an ihre Hoffnung auf einen Wandel in den gegenseitigen Beziehungen zwischen Berufsorganisationen und Generaldirektion und unterstrichen die hervorragenden Beziehungen zur A-BCL. **s.h.**



3 conducteurs sur 4 ne sont pas assurés !

C'est un constat étonnant mais bien réel !

Nous protégeons tous notre véhicule avec des garanties toujours plus étendues mais nous oublions l'essentiel: **NOUS**, comme conducteur.

Contactez votre partenaire **CGFP Assurances** et découvrez *sécherFUEREN* CGFP, l'assurance automobile qui renforce votre sécurité.

CGFP Assurances S.A.

16, rue Érasme | L-1468 Luxembourg

tél.: +352 27 04 28 01

info@cgfp-assurances.lu

Bâloise
Assurances

CGFP
Assurances

Agitation gegen Gewerkschaften mit falschen Zahlen und fragwürdigen Behauptungen

Da schlägt man seine Zeitung auf, um zu sehen, was heute denn alles wahr ist und recht. Und da liest man dann trostlose Dinge zur ökonomischen Lage des Landes: „Die Experten-Analysen und offiziellen Gutachten werden nicht gelesen, die Gewerkschaften werden nicht müde, zu wiederholen, dass die Krise ein Hirngespinnst ist und die Regierung, die uns in die Misere geritten hat, schweigt.“

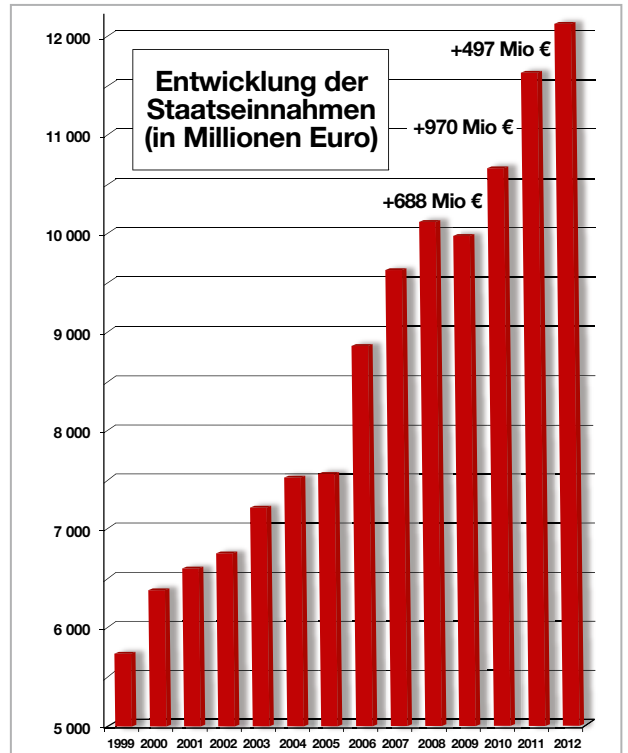
Angesichts solcher Thesen kommt man, auch wenn man sich nicht zu einem Verteidiger der Regierung aufschwingen möchte, doch einfach nicht daran vorbei, klar und eindeutig festzuhalten, dass es die raffgierigen Kapitalisten waren, die die Krise ausgelöst und uns „in die Misere geritten“ haben. Dies zu leugnen, ist einfach Geschichtsklitterung und grobe Irreführung der Öffentlichkeit. Auch nicht der Euro ist hier der Schuldige, sondern es ist jener ultrakonservative Neoliberalismus angelsächsischer Prägung, den wir importiert haben zusammen mit der schrankenlosen, prinzipienlosen und skrupellosen Globalisierung. Profitgeier sollte man Profitgeier nennen, und nicht schäbige Ablenkungsmanöver veranstalten, indem man versucht, das schaffende Volk zum Schuldigen zu stempeln.

Die Gewerkschaften und die Berufskammern der Lohnabhängigen sind keine Wirklichkeitsfremden und uneinsichtigen Ständevertretungen, auch wenn jede Woche ein neuer Herold auf die Bühne gehoben wird, um dies in die Welt hinauszuposaunen. Mit solchen Unterstellungen verhindert man lediglich jeden vernünftigen Sozialdialog in diesem Lande.

Scheinheilig stellt die Zeitung dann fest: „Die staatlichen Einnahmen werden systematisch unterschätzt.“ Und schon kommt es wie aus der Flinte geschossen: „Das traf in der Vergangenheit zu. Heute bleiben die Einnahmen hinter den Prognosen zurück.“

Zu solcher Schlussfolgerung kommt, wem man die gängige „Sekundärliteratur“ zu lesen gegeben hat, also die Pamphleten der Patronatslobbyisten, der von ihnen finanzierten,

Das nebenstehende Stäbchen-diagramm verdeutlicht, dass die Staatseinnahmen (nach internationaler SDDS-Norm) in den letzten 3 Jahren um +2.155 Millionen Euro oder um +21,6% angewachsen sind, in den letzten 7 Jahren sogar um +4.571 Millionen oder über +60%. Die Zahlentabellen (siehe unten) belegen, dass die realen Einnahmen (nach Luxemburger Budgetregeln) in den letzten 6 Jahren +3.607 Millionen Euro oder +7,1% höher waren als vorhergesagt und dass der laufende Jahressaldo (nach Maastricht-Norm) in den letzten 12 Jahren einen Nettoüberschuss von insgesamt 5.331 Millionen Euro oder durchschnittlich 1,6% des BIP erreicht hat. Ja, massiv Maastricht-negativ waren die nicht-eingetroffenen Prophezeiungen der letzten 8 Jahre, aber dass sie grundfalsch waren, vergaßen die Medien hervorzuheben.



dubiosen Think-Tanks und der gleichgesinnten internationalen Ideologen. Wer sich aber die „Primärquellen“ anschaut, die harten Fakten, die richtigen Zahlen, der findet sich in einer anderen Welt wieder.

Im letzten abgeschlossenen Haushaltsjahr (für 2011 also) waren im Budgetgesetz insgesamt Staatseinnahmen von 9.547 Millionen Euro „prognostiziert“: Tatsächlich eingenommen wurden gemäß den abgeschlossenen Jahreskonten aber 10.266 Millionen Euro. Das waren 719 Millionen Euro oder +7,5% mehr als amtlich eingeplant, umgerechnet 29 Milliarden Franken mehr. Und gegenüber den Jahreskonten vom Vorjahr 2010 stellte man sogar ein Wachstum von +912 Millionen Euro oder +9,7% fest, ein Plus von 36,8 Milliarden Franken.

2011 ist nicht „heute“? Nun, auch für 2012 sind bereits Zahlen verfügbar (jene nach der

SDDS-Norm, wie sie Statec per Internet veröffentlicht): Hier wurde ein erneuter Zuwachs um +497 Millionen Euro oder um +4,3% (oder um +20 Milliarden Franken) festgestellt. Im Jahre 2012 lagen die Einnahmen um +19,9% oder mehr als 2 Milliarden über jenen von 2008, und sogar um +25,9% über jenen von 2007. **U.**

Laufende Staatseinnahmen auch über die Krise hinweg jährlich höher als erwartet							
Haushaltsjahr	2006	2007	2008	2009	2010	2011	6 Jahre
Im Budgetgesetz vorgesehene laufende Staatseinnahmen	7.224	7.761	8.355	9.189	8.399	9.547	50.475
In den Jahreskonten festgestellte laufende Staatseinnahmen	7.891	8.657	9.100	8.813	9.355	10.266	54.082
Unterschied	+ 667	+ 896	+ 745	- 376	+ 956	+ 719	+ 3.607
	+ 9,2%	+ 11,5%	+ 8,9%	- 4,1%	+ 11,4%	+ 7,5%	+ 7,1%

Beträge in Millionen Euro

	Saldo des Gesamtstaates nach den Maastrichtregeln		
	eingetroffen		vorhergesagt
2000	+ 1.313	+ 6,0%	+ 1,5%
2001	+ 1.379	+ 6,1%	+ 1,9%
2002	+ 504	+ 2,1%	+ 2,5%
2003	+ 120	+ 0,5%	+ 3,1%
2004	- 301	- 1,1%	- 1,2%
2005	+1	+ 0,0%	- 2,3%
2006	+ 492	+ 1,3%	- 1,8%
2007	+ 1.380	+ 3,7%	- 1,0%
2008	+ 1.192	+ 3,0%	- 0,4%
2009	- 277	- 0,9%	- 2,3%
2010	- 331	- 1,1%	- 4,4%
2011	-140	- 0,6%	- 2,1%
12 Jahre	Total: + 5.331	Ø: + 1,6%	

Beträge in Millionen Euro

Strategie 2013

Die allgegenwärtige, permanente und penetrante Propaganda der Patronats-Verbände geht jetzt in eine neue Phase. Zwar hat der smarte Lobbyismus in den letzten Jahren in Luxemburg den Sozialdialog im Allgemeinen und die Tripartite-Gespräche im Besonderen gegen die Wand gefahren und dabei zweifellos auch das Bild beschädigt, das unser Land nach außen abgibt.

Wie beabsichtigt, ist es dabei den Strategen jedoch offensichtlich gelungen, die öffentliche Meinung empfindlich und nachhaltig zu beeinflussen. Tatsächlich glaubt das breite Publikum heute beispielsweise an den angeblichen Verlust der Wettbewerbsfähigkeit des Wirtschaftsstandortes Luxemburg, was ein eindeutiger Unsinn ist, wenn man weiß, dass seit 2008 hierzulande 28.700 zusätzliche Jobs geschaffen wurden, während in der Gesamt-EU netto viele Millionen Arbeitsplätze verloren gingen. Und genauso glaubt das Volk mehrheitlich an eine Verlotterung unserer Staatsfinanzen, die ebenfalls einen absoluten Mythos darstellt.

Ungeachtet solcher Manipulations-„Erfolge“ gehen UEL, Chambre de Commerce, Fedil, ABL und Konsorten nunmehr mit „Strategie 2030“ in eine neue, noch offensivere Phase. Jetzt soll gewissermaßen auch das Publikum mit eingeschaltet werden, um noch wirksamer die richtigen Zielsetzungen zu „pushen“.

Wie unlängst von Stahlbaron Wurth angekündigt, soll nun, per Internet und aus den Kassen der Lobbyisten gesponsert, eine Mitmach-Plattform mit der Adresse www.2030.lu zum Einsatz kommen, wo sich „die Zivilgesellschaft“ einbringen soll, um zu „Themenschwerpunkten“ ein „Manifest“ auszuarbeiten, das in der Folge den „politischen Entscheidungsträgern“ überreicht wird.

Schlauer geht es wirklich nicht. Die Bosse machen sich die Zivilgesellschaft zu Nutze. Wenn ihre Truppen aufmarschieren, mit all ihren Think-Tank-Waffen und deren manipulativer statistischer Munition, dann soll die Zivilbevölkerung in der ersten Reihe voraus laufen. Dann kann kein Politiker es sich noch erlauben, so die Überlegung, hier noch Widerstand zu leisten!

Wohin die Fahrt gehen wird, das steht natürlich von vorne herein schon fest. Zur Belehrung des Volkes werden groß angelegte Konferenzen beitragen, doch die „Herausforderungen“ wurden bereits im Vorfeld vom Arcelor-Chef benannt. Eine davon ist natürlich die Schwächung des Staates, denn das LW vom 6. Februar berichtete: *Beispiel finanzielle Unabhängigkeit: „Mit Ausnahme eines Jahres haben wir seit 2000 ein Haushaltsdefizit“, sagt Wurth.*

Diese Behauptung ist reines Gefasel, sie ist absolut falsch. Tatsache ist nämlich, dass die 12 Budgetjahre von 2000 bis 2011 (für 2012 sind die Konten noch nicht verfügbar) nach

der offiziellen Maastricht-Berechnung 8 positive Haushaltsabschlüsse erbracht haben mit einem Gesamtüberschuss von +6.381 Millionen Euro, sowie 4 negative Jahre mit einem Gesamtdefizit von -1.050 Millionen, so dass in den 12 Jahren im Total ein Netto-Bonus von +5.331 Millionen Euro erwirtschaftet wurde. Das sind durchschnittlich +444 Millionen Euro jährlich, beziehungsweise 17,9 Milliarden Luxemburger Franken im Jahresdurchschnitt oder insgesamt 215 Milliarden Franken in 12 Jahren.

Nach den Regeln der Luxemburger Haushalts-Prozeduren hingegen berechnet – also bezogen auf das, was die Eurokraten den „Zentral-Staat“ nennen – wurde in diesen 12 Jahren im laufenden Budget („*budget courant*“) 12 Mal ein Jahresüberschuss erzielt, insgesamt ein Bonus von über 9,2 Milliarden Euro, was einem jährlichen Durchschnitt von 767 Millionen Euro oder 2,4% des Bruttoinlandsproduktes (BIP) entspricht.

Alle diese Zahlen kann jeder Journalist jederzeit nachprüfen. Und dennoch darf der Herr Wurth „Alles nur Defizit! Alles nur Defizit!“ rufen, ohne dass irgendein Presse-

mensch ihm widerspricht, Skepsis äußert oder einen Beweis einfordert. Man strahlt einfach aus und man drückt einfach ab, was die Bosse behaupten.

Die erwähnten laufenden Überschüsse des Staates werden in der Regel investiert. So belief sich die Luxemburger staatliche „Formation Brute de Capital Fixe“ in den erwähnten 12 Jahren auf über 15 Milliarden Euro oder rund 4% des BIP, gegenüber einem EU-Durchschnitt von nur 2,5% des BIP und einem Niveau von 1,6% bis 1,7% des BIP in Belgien und Deutschland.

Wenn die Brutto-Staatsschuld angeprangert wird, obschon diese für Luxemburg nur einen Bruchteil des Niveaus unserer Partner ausmacht, so wird von der rasanten Entwicklung der Finanzaktiva des Staates abgelenkt, die dazu führt, dass die Nettoschuld negativ ist und die Verschuldung also inexistent. Die Diagnosen des Patronats zur Situation des Landes sind nicht objektiv, sondern ideologisch gefärbt und faktisch verdreht, um die propagandistischen Thesen der Lobbyisten zu untermauern. Diese aber dienen eindeutig nicht eingestandenem Interessen. **V.**

Die Demokratie-Manipulatoren

Die Regeln unserer Demokratie besagen, dass UEL, Chambre de Commerce, Fedil und ABL kein Stimmrecht haben, weil dieses den Staatsbürgern vorbehalten ist. Aber diese Patronatsvereine haben Geld, richtig viel Geld aus Beiträgen der Mitglieder, die unbegrenzt von der Einkommenssteuer abzugsfähig sind.

Allein die Chambre de Commerce hat ein Jahresbudget von 36 Millionen Euro. Alle Steuern und Sozialabgaben sind Fedil und ABL ein Gräuelpol, böse Kosten, welche die Wettbewerbsfähigkeit belasten und bedrohen. Aber haben Sie schon mal Klagen gehört über die enormen Beiträge, die sie selbst eintreiben, um ihre unzähligen Veröffentlichungen, Pressekonferenzen und sonstigen Veranstaltungen zu finanzieren?

Das Ausmaß der Meinungsmanipulation erinnert an die Schweiz, wo eine Volksabstimmung über die sogenannte „Abzocker-Initiative“ (gegen die Selbstbedienungsmentalität der Chefetagen und die exzessiven Managergehälter und Boni) jahrelang von „*economiesuisse*“ und ihr im Think-Tank „*Avenir Suisse*“ bekämpft wurde, während nun mit einer millionenteuren Monstere Kampagne die Volksmehrheit umgestimmt werden soll.

Auch in Luxemburg läuft die Maschinerie wunderbar. Die Wirtschaftsverbände wünschen sich das Wahlrecht für die Grenzgänger, und schon fordert der Wirtschaftsminister Wahlrecht für Ausländer. Ohne das

Stimmrecht für die Ausländer – das es übrigens derzeit in keinem Land der Erde gibt – hätten wir ein Demokratie-Defizit, so wird behauptet. Nein, das Patronat hofft lediglich, dass sprachenschwache Grenzgänger und Neueinwanderer leichter zu manipulieren sind als gut informierte Luxemburger.

Ausnahmsweise sei dazu ein Leitartikel der größten Zeitung des Landes zitiert, in dem man am 5. Februar lesen konnte: *„Il est assez curieux que la Chambre de commerce et la Chambre des métiers se soient positionnées à l'avant-garde du débat pour une meilleure représentation des étrangers dans le débat public. Un coup d'œil sur la composition de leurs comités de direction respectifs montre que ceux-ci sont exclusivement composés de Luxembourgeois – au demeurant uniquement de sexe masculin. Une analyse de leurs différents groupes ou sections professionnels souligne que ce schéma se réplique aux échelons inférieurs.“*

In Luxemburg ist der Ausländeranteil im öffentlichen Dienst deutlich höher als in den Patronatsgremien. Was diese hohen Herren nicht daran hindert, hier Remedur einzufordern. Elende Heuchler! Wie können die Finanzkrise und unsere angeblichen Wirtschaftsprobleme denn durch das Ausländerwahlrecht behoben werden? Weil der hemmungslose Kapitalismus die Krise verursacht hat, ist es schändlich, dass Kapitalismus-Propaganda unbegrenzt steuerlich abzugsfähig ist. **W.**

Konjunkturschwäche beherrscht das Land

Wirtschaftsweiser sagt über extremen Sparkurs: „Ein Spiel mit dem Feuer“

Im Vorderen Orient kamen vor mehr als 2000 Jahren, in der nachweihnachtlichen Zeit, die „Drei Weisen aus dem Morgenland“. Nun kam auch in Luxemburg, Ende Januar, ein Weiser aus dem Osten, auf Einladung der einheimischen Grünen. Genauer gesagt, es kam einer der bundesdeutschen „Wirtschaftsweisen“ oder, um es offiziell auszudrücken, eines der fünf Mitglieder des „Sachverständigenrates zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung“.

Die Botschaft des ausgewiesenen Fachmannes Peter Bofinger war klar: „In jedem Lehrbuch der Volkswirtschaftslehre kann man nachlesen, dass man in einer Rezession eine expansive Fiskalpolitik betreiben soll“. Diese Binsenwahrheit aus dem ersten Studiensemester jeder Volkswirtschaftslehre ist während der letztjährigen Parlamentsdebatte unserer Amateur-Finanzexperten abhandengekommen.

Den hiesigen Parlamentsfraktionen aller Schattierungen und Ideologien, übrigens auch jener, die den Experten eingeladen hatte, wurde zusammen mit den deutschen Politikern ein höchst unverantwortliches Benehmen bescheinigt: „Wenn man jetzt im Euroraum eine ausgeprägt restriktive Linie verfolgt, ist das ein Spiel mit dem Feuer.“

Bofinger betonte, in Europa vermisse er ein Wachstumskonzept. Wir vermisse es auch in Luxemburg. In Deutschland hatte er unlängst einen Lohnplus von fünf Prozent gefordert, hierzulande aber zeigen die Parlamentarier Verständnis für die vom Patronat geforderten Austeritäts-Maßnahmen.

Auch „fonction publique“, CGFP und Staatsbeamtenkammer müssen weiterhin eine antizyklische Finanzpolitik in Luxemburg einfordern, die uns aus der Krise führen kann.

Größter Einzelhändler tadelt die übertriebene Schwarzmalerei

Schädlich für die unmittelbare wirtschaftliche Entwicklung des Landes ist der hysterische Pessimismus unserer Mainstream-Meinungsmacher schon. Die heimische Nachfrage ist eindeutig belastet durch die allgemeine Verunsicherung der Bürger und durch die daraus erwachsende Vorsicht der Verbraucher. Bei uns ist die Kaufkraft zwar vorhanden, kommt aber nicht zum Einsatz.

Endlich wagte es nun ein Geschäftsmann, sich vom Kartell der Patronatspropagandisten abzugrenzen. Cactus-Chef Laurent Schonckert wurde am 17. Januar auf der ersten Seite des „Wort“ dahingehend zitiert, er würde „die Schwarzmalerei von Politikern, Gewerkschaften und Arbeitgebern mitunter als übertrieben empfinden“.

Wenn H. Schonckert hier aber nun so nebenbei den Gewerkschaften unterstellt, die gleichen Irrlehren zu verkünden wie die Patronatssprecher, so tut er dies wohl kaum, weil er dermaßen schlecht informiert wäre. Es ist wohl so, dass er seine Vorwürfe nicht zu offen an die Adresse der Patrons und ihrer politischen Wasserträgern richten würde, um sich keine Schelte von den Kollegen einzuhandeln.

Fakt aber bleibt: Die Kampagnen von UEL, Fedil und ABBL (gegen den öffentlichen Dienst wie gegen die privaten Lohnempfänger) sind

eindeutig umsatzschädigend für die einheimische Geschäftswelt. Es wäre wohl an der Zeit, dass sich die Luxemburger Handwerker Gilde und die Handelsföderation von ihrer traditionellen Bevormundung durch die großkapitalistischen Lobbyisten befreien und sich endlich um die Interessen ihrer eigenen Mitglieder und deren Geschäfte und Betriebe kümmern würden. Daraus könnte eine neue Sachlichkeit entstehen, die dem Sozialdialog gut täte.

Staatsminister: Das Sparen im gesamtwirtschaftlichen Zusammenhang sehen

In einem Interview zum Jahreswechsel wurde der Staatsminister aggressiv zur Budgetpolitik befragt, etwa in der Art, ob die Regierung im vergangenen Herbst von den Mehrheitsfraktionen „desavouiert“ worden sei, wieso man dann den angemahnten Konsolidierungsbemühungen „lediglich verspätet Rechnung getragen habe“, ob man denn nun endlich Nägel mit Köpfen mache, und dergleichen mehr. Suggestive Fragen, ganz von der simplen Sichtweise geprägt, mit welcher hierzulande Parlamentarier und Pressemenschen die komplexen Fragen der Staatsfinanzen letztes Jahr behandelt haben.

Die Antwort fiel da schon etwas staatsmännisch aus: „Es gibt keine schlüssige und kohärente Art der Haushaltskonsolidierung, man muss die Bemühungen immer im Zusammenhang mit der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung sehen, und die kann binnen Monaten schon wieder eine ganz andere sein.“

Auf europäischer Ebene allerdings hatte der damalige Noch-Mister Euro etwas deutlicher hervorgehoben, so notwendig wie die soliden Staatsfinanzen sei auch eine dynamische Wachstumsstrategie auf unserem Kontinent.

Da klingt schon das Bemühen mit, für die Luxemburger Staatsgeschäfte zur Politik der ruhigen Hand zurückzukehren, mit welcher wir so viele Jahre zufrieden waren. Das mediengeile Gezappel der Parlamentsthenore in der jüngsten Zeit ist jedenfalls der politischen und sozialen Stabilität unseres Landes abträglich.

Dass die europäischen Südstaaten ihre enormen Defizite reduzieren müssen, ist leider unausweichlich; und je eher sie es tun, desto schneller können sie die expandierenden Staatsschulden in den Griff bekommen. Wenn die Nordeuropäer aber ihrerseits auch, ohne Not, den gleichen restriktiven Kurs fahren, dann verzögert dies das Ende der schwachen Konjunktur.

Aber ohnehin hat, abgesehen von den Steuererhöhungen für das schaffende Volk, der ganze herbstliche Budgetrummel ja strikt nichts gebracht, außer wort- und gestenreiche Medienauftritte für die Haushaltsrebelln. Die ultimativ geforderten und dann fest angekündigten Sparmaßnahmen von zusätzlichen 250 Millionen Euro wurden schließlich nicht geliefert, denn die realen Ausgaben im Budgetgesetz liegen ja sogar noch über den ursprünglichen Vorschlägen des Haushaltsprojektes. Viel Geschrei und wenig Wolle. Les chiens aboient, la caravane passe.

Es wäre an der Zeit, zu nachhaltigeren Themen überzugehen.

R.S.

CGFP

Ihre Berufsvertretung



CGFP

– eine Erfolgsgeschichte

- ▶ Wir haben den Fortschritt gewährleistet und Ihren sozialen Besitzstand mit allen Mitteln verteidigt.
- ▶ Wir haben durch ununterbrochenen Einsatz bedeutende Aufbauarbeit geleistet, Strukturen und Dienstleistungen geschaffen, die sich zeigen lassen.
- ▶ Wir haben damit der öffentlichen Funktion und ihrer Berufsbewegung zu Ansehen und Respekt verholfen.
- ▶ Mit der öffentlichen Funktion muss gerechnet werden.
- ▶ Die CGFP ist heute ein ebenbürtiger Partner auf der sozialen Ebene. An ihr kommt niemand mehr vorbei.
- ▶ Wir wollen weiterhin eine unabhängige, geeinte und solidarische öffentliche Funktion, sowohl im Dienste all unserer Mitglieder als auch der nationalen Gemeinschaft.



Der Allgemeine Staatsbeamtenverband

Bausparen heißt Steuern sparen



Dass es in der Tat immer schwieriger wird, sich den Traum vom Eigenheim zu erfüllen, ist längst zu einem offenen Geheimnis geworden. Dabei sind es insbesondere die hohen Grundstückspreise, die den Hauserwerb gerade für junge Familien zu einem äußerst schwierigen Unterfangen werden lassen. Damit die Anschaffung eines Eigenheims kein Traum bleiben muss, empfiehlt sich nach wie vor der BHW-Sofortkredit zur Eigenheimanschaffung mit CGFP-Gewerkschaftsdarlehen. Im Verbund mit dem Kooperationspartner BHW hält die CGFP die für jeden vorteilhafteste und zusätzlich dazu mit steuerlichen Vergünstigungen einhergehende Finanzierungsformel bereit.

Wer noch keinen BHW-Bausparvertrag abgeschlossen hat, sollte dies gleichwohl tun, auch, um auf diese Weise in den Genuss der steuerlichen Vorteile für das Jahr 2013 zu kommen. Dies gilt im Übrigen nicht nur bei Neuanschaffungen, sondern auch, wenn Sie Ihre eigenen vier Wände gründlich restaurieren möchten.

Unsere Mitglieder sollten sich auf jeden Fall an den CGFP-Bausparberater ihres Vertrauens wenden (Info-Telefon: 47 36 51). Der Direktabschluss eines Bausparvertrags über einen CGFP-Vermittler sichert ihnen nämlich besonders gute Bedingungen.

CGFP-Konsumkredit bis zu 25.000 Euro

Auch weiterhin bietet die CGFP ihren Mitgliedern zinsgünstige Konsumkredite, auch noch „petit prêt“ oder „prêt personnel“ genannt, an – dies bis zu einem Höchstbetrag von 25.000 Euro und Laufzeiten bis zu 60 Monaten.

Die Konsumkredite erlauben es nicht nur, schnell über den erforderlichen Geldbetrag zu verfügen, zusätzlich dazu können die anfallenden Zinsen auch noch von der Steuer abgesetzt werden.

Wenn Sie sich also einen kleinen oder weniger kleinen Wunsch erfüllen und obendrein auch noch Steuern sparen möchten, dann zögern Sie nicht und fragen Sie noch heute zusätzliche Informationen an. Unsere Mitarbeiter beraten Sie gerne. Info-Tel.: 47 36 51.

Geldanlage im Service CGFP de Placement



Als äußerst interessante Alternative, seine Ersparnisse kurzfristig sicher und einträglich anzulegen, bestätigt sich nach wie vor der „Service CGFP de Placement“, als staatlich anerkannter Finanzdienstleister. Die kollektive Anlage von Guthaben auf Zeitkonten ermöglicht es, mit den Banken Zinssätze auszuhandeln, die kein Finanzinstitut dem Einzelsparer anbieten könnte – und das bei gleichzeitiger Einlagegarantie.

Das Geld wird von Monat zu Monat neu platziert und bleibt somit für den einzelnen Sparer auch kurzfristig verfügbar. Zudem werden die Zinsen jeden Monat berechnet und auf das Konto gutgeschrieben, so dass sie bereits im nächsten Monat Zinseszinsen erbringen. Eine absolute Vertraulichkeit und eine strikte interne Kontrolle sind Garant für einen einwandfreien Ablauf im Interesse unserer Mitglieder.

Die auf das Postscheckkonto LU85 1111 0768 6743 0000 von CGFP-Epargne erfolgte Überweisung wird als Auftrag verstanden, die entsprechenden Mittel zum bestmöglichen Zinssatz anzulegen und bis zu einer gegenteiligen Anweisung immer wieder neu für einen Monat zu platzieren. Weitere Informationen unter der CGFP-Hotline: 47 36 51.

CGFP-Reiseagentur Lux Voyages: Urlaub nach Maß



Wer seine Urlaubsreise nach Maß geschneidert haben möchte, ist bei der CGFP-Reiseagentur „Lux Voyages“ (25A, bd Royal, Luxemburg, Tel.: 47 00 47, E-Mail: luxvoyages@cgfp.lu, vis-à-vis Hôtel „Le Royal“) genau an der richtigen Adresse. Denn: Hier liegen Reisekataloge für jeden Geschmack auf, und wenn Sie etwas Besonderes wünschen, werden Sie von qualifiziertem Fachpersonal bestens beraten.

Neben einer ausgesprochen professionellen Beratung gibt es für CGFP-Mitglieder auch noch eine Ermäßigung auf den herkömmlichen Katalog- und Veranstalterpreisen. Ein Besuch lohnt sich allemal.

„Lux Voyages“, im Herzen der Stadt, ist geöffnet von Montag bis Freitag von 8 bis 18 Uhr sowie jeden Samstag von 9 bis 13 Uhr.



Wo steuern Sie hin?

Bausparen – Steuern sparen

Ihr BHW-Berater gibt Ihnen dazu die besten Tipps und informiert Sie über die staatlichen Steuerfreibeträge – damit Sie alles bekommen, was Ihnen zusteht. Sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

Die CGFP ist der BHW Bausparpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.



BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg. www.bhw.lu

